

FDSEA 32 : C'est la rentrée syndicale et son lot de mécontentement



FDSEA 32 : C'est la rentrée syndicale et son lot de mécontentement

Ce mois de septembre c'est aussi la rentrée dans le monde agricole et particulièrement celle des syndicats. La FDSEA est la première à s'exprimer sur les différents secteurs qui amènent des mécontentements aux agriculteurs gersois. Le président, Christian Cardona, et le secrétaire général adjoint, Francis Villemur, jouent cartes sur tables en exposant les six principaux thèmes qui minent la vie des exploitants.

Concernant la PAC tout va mal ou presque « tant celle-ci semble relever de l'inapplicable en raison des évolutions réglementaires qui se comptent par centaines, s'enchaînent, se contredisent à tel point que des agriculteurs de bonne foi se retrouvent en situation de fraude car le texte a changé ». Puis il y a les paiements dont les échéances s'annoncent incertaines en raison d'une insincérité budgétaire du gouvernement. « L'agriculteur ne doit payer l'incapacité des gouvernements », s'insurge Christian Cardona. Et d'ajouter « Nous exigeons que tout leur dû soit payé aux agriculteurs et qu'une réelle simplification de la PAC soit mise en œuvre ».

Un autre sujet fâche sérieusement Christian Cardona et Francis Villemur, celui du classement du Gers en zone défavorisée. « Des zones de plaines, comme le bassin parisien, intègrent des zones défavorisées, c'est incohérent par rapport à nos territoires où 52 communes en sont exclues. Nous nous battons pour que celles-ci soient classées dans leur intégralité en zone défavorisée pour ne pas créer d'inégalités entre nos éleveurs gersois ».

Quant à la sortie de crise de l'influenza aviaire celle-ci depuis le 29 mai 2017 ne tient pas compte de la perte de production liée à un approvisionnement progressif et des lourds investissements pour les mises aux normes de biosécurité. « Cette faille dans le processus ne peut en aucun cas être imputée aux producteurs », estime Christian Cardona.

La FDSEA 32 et les JA du Gers n'apprécient pas que leur travail accompli sur la cartographie de l'eau suite à la demande du ministère de l'environnement soit « frileusement accueilli par l'administration ». L'agriculture gersoise souffre d'un manque d'eau « il est indispensable d'engager des projets de créations de retenues afin de maintenir un approvisionnement en eau décent pour l'agriculture. Et pour cela, conclut Christian Cardona, il faut simplifier le protocole administratif de création de retenue d'eau ».

C'est clair et net la suppression du glyphosate aura des conséquences directes importantes « pour la ferme France » au niveau économique, agronomique, et environnemental. Car si cela était le cas, il y aura une élévation du risque de tassement et de l'érosion hydrique causée par l'augmentation du travail du sol, des effets néfastes sur les organismes du sol et la petite faune et une réduction du stockage du carbone dans la biomasse des couverts. « De plus, précise Christian Cardona, il y aura un sacré handicap de compétitivité pour l'agriculteur français face aux importations ».

Enfin, est abordé « Le nouveau chantier, celui des Etats généraux de l'alimentation » qui doit « Permettre aux paysans de vendre à un prix qui permet de vivre dignement ». Après avoir détaillé tous les maillons de la chaîne alimentaire « où les marges sont prises par la grande distribution » Christian Cardona estime que « ces Etats généraux de l'alimentation doivent recréer de la valeur et de la partager équitablement depuis les agriculteurs jusqu'aux consommateurs pour autoriser les exploitants à investir et innover pour construire un avenir durable ».



FDSEA 32 : Le secrétaire général adjoint, Francis Villemur, ET LE président, Christian Cardona, lors de la conférence de presse..